

## Réponse de Free Infrastructure

Le régime d'accès aux fibres déployées dans les immeubles est défini à l'article L34-8-3 du CPCE selon lequel :

*« Toute personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un utilisateur final fait droit aux demandes raisonnables d'accès à ladite ligne (...) »*

*L'accès est fourni dans des conditions transparentes et non discriminatoires en un point situé, sauf dans les cas définis par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, hors des limites de propriété privée et permettant le raccordement effectif d'opérateurs tiers, à des conditions économiques, techniques et d'accessibilité raisonnables.(...) »*

Deux décisions de l'Autorité sont venues préciser le régime commun et définir un régime d'exception :

- la décision 2010-1312 qui concerne les modalités de déploiement du très haut débit lorsque le point de mutualisation est situé en dehors des limites de la propriété privée, fait application du principe défini par l'article L34-8-3 et correspond au régime commun,
- la décision 2009-1106 qui concerne les modalités de déploiement du très haut débit lorsque le point de mutualisation est situé dans les limites de la propriété privée et qui instaure le droit de disposer d'une fibre dédiée, fait application de l'exception relevant de la compétence de l'Autorité et correspond au régime d'exception.

L'adoption ante-chronologique de ces décisions correspondait au besoin de préciser les règles de déploiement dans les zones dans lesquelles les opérateurs avaient lancés leurs premiers déploiements.

Ce corpus de règles permet a priori aux opérateurs de déployer les réseaux très haut débit dans un contexte offrant de la visibilité sur les conditions de déploiement.

Toutefois et ainsi que le relève l'Autorité dans sa présente consultation, le déploiement du très haut débit en zone très dense selon les conditions de la décision 2009-1106 peut s'avérer déraisonnable techniquement et économiquement. Aussi, dans le but de procurer aux opérateurs un cadre de déploiement stable, l'Autorité souhaite préciser les règles de déploiement du très haut débit en zone très dense.

Pour cela, l'Autorité propose :

- de distinguer des zones de haute et basse densité :
  - le périmètre de ces zones correspondrait aux limites des IRIS définis par l'INSEE,
  - le critère de distinction serait leur densité calculée sur la base d'un critère unique constitué du ratio entre le nombre d'immeubles individuels et le nombre total d'immeuble,
- de définir un régime supplémentaire de déploiement du très haut débit dans les zones de basse densité.

Enfin, l'Autorité fait le choix d'une recommandation pour préciser ces nouvelles règles de déploiement du très haut débit.

Préalablement à l'analyse des solutions proposées par l'Autorité, Free Infrastructure confirme son soutien à la démarche entreprise par l'Autorité mais considère que :

- le choix d'une recommandation en lieu et place d'une adaptation des décisions existantes n'offre pas la sécurité juridique et la visibilité attendues par les opérateurs pour déployer leurs réseaux.

L'exemple encore récent de la recommandation d'octobre 2008 relative au déploiement du très haut débit qui n'a pas été respectée et a dû faire l'objet de la décision 2009-1106 illustre la portée relative d'une recommandation et l'absence de sécurité juridique procurée aux opérateurs.

- instaurer un troisième régime de déploiement dans les zones de basse densité de la zone très dense, cela crée un niveau de complexité supplémentaire et finalement ne répond pas à l'objectif recherché par l'Autorité de simplifier les déploiements.

Free Infrastructure propose donc que les conditions de déploiement du très haut débit dans les immeubles comprenant moins de douze logements soient définies par voie de décision et ce, à travers une harmonisation des décisions 2009-1106 et 2010-1132 de l'Autorité.

### **Conditions de déploiement du très haut débit**

Par ses décisions 2009-1106 et 2010-11-32, l'Autorité a défini les régimes de déploiement du très haut débit sur l'ensemble du territoire.

La proposition de l'Autorité de créer un troisième régime de déploiement du très haut débit qui serait dérogatoire au régime d'exception mis en place dans la zone très dense et sans portée obligatoire, vient au contraire créer de la confusion pour le déploiement du très haut débit en instaurant de nouvelles règles facultatives que, par définition, chaque opérateur sera libre ou non de respecter.

A titre d'exemple, dans une zone de basse densité, il serait recommandé à l'opérateur du point de mutualisation de proposer une offre de raccordement du réseau vertical d'un immeuble déployé par un opérateur tiers. Or, en zone moins dense, l'obligation de proposer un accès au réseau vertical d'un immeuble appartient à l'opérateur d'immeuble et non à l'opérateur du point de mutualisation dans la zone dans laquelle est situé l'immeuble concerné. Ainsi, un opérateur d'immeuble qui souhaite raccorder des immeubles, doit donner accès à un point de mutualisation et ne peut pas se contenter de demander le raccordement au réseau horizontal disponible à proximité. Alors que la décision 2010-1132 et le projet de recommandation concernent des zones de déploiement similaires, le projet de recommandation ne peut pas contredire la décision 2010-1132 sauf à permettre une interprétation erronée de cette dernière décision.

Free Infrastructure considère au contraire que le régime commun, régi par la décision 2010-1132 a vocation à s'appliquer partout où le régime d'exception n'est pas applicable et le régime d'exception doit demeurer uniforme. Cela permet de limiter la variété des conditions de déploiement et procure une véritable sécurité et stabilité nécessaires au déploiement du très haut débit.

Free Infrastructure propose donc de modifier les décisions 2009-1106 et 2010-1132 de telle sorte que les dispositions de la décision 2010-1132 soient applicables dans les zones de basse densité de la zone très dense.

Dans les zones de haute densité soumises au régime d'exception, il conviendra de tenir compte de la nature du déploiement à l'intérieur des immeubles :

- soit multifibre si au moins un opérateur demande une fibre dédiée,
- soit monofibre si aucune opérateur ne demande de fibre dédiée.

Mais, quel que soit le nombre de fibres installés à l'intérieur des immeubles, les opérateurs devront déployer leur réseau horizontal pour raccorder les points de mutualisation situés dans les limites de la propriété privée. La réalisation des déploiements nécessitent donc une optimisation de l'occupation des infrastructures de génie civil existante que ne permet pas le seuil de douze logements fixé par la décision 2009-1106 pour la l'installation des points de mutualisation dans les limites de la propriété privée.

En conséquence, Free Infrastructure propose :

- de modifier la décision 2009-1106 pour réduire le seuil de 12 logements à 6 logements,
- pour les immeubles comprenant 1 à 5 logements, l'installation du point de mutualisation à proximité des immeubles paraît raisonnable.

En cas de livraison multifibres, ce point de mutualisation serait situé au sein des infrastructures de génie civil existantes.

En cas de livraison monofibre dans les zones de haute densité, Free Infrastructure proposera un accès à partir de ses points de mutualisation de grande capacité.

## **Maillage**

L'Autorité propose l'IRIS qui est une maille objective et semble faire consensus parmi les opérateurs.

Free Infrastructure partage le choix des IRIS même si ces derniers ne correspondent pas aux caractéristiques des infrastructures disponibles pour les déploiements et nécessiteront donc des aménagements. En effet, Free Infrastructure, considère qu'il aurait été plus efficace de retenir l'équivalent de la zone arrière de sous-répartition, pour son caractère d'homogénéité avec les réseaux de distribution existants. Il n'existe aucun lien entre les IRIS et les infrastructures de génie civil de telle sorte que la couverture d'un IRIS pourra nécessiter des travaux qui n'auraient pas été nécessaires si la zone arrière de répartition avait été retenue.

Dans son choix de l'IRIS, l'ARCEP retient établit un principe général de modification « marginale » des frontières pour préserver l'efficacité des déploiements. La modification des frontières est assortie d'une obligation de consultation par l'opérateur qui en est à l'origine.

Free Infrastructure estime que la modification des frontières d'un IRIS doit être limitée à l'intégration ou à l'exclusion d'un côté de rue lorsque cette frontière se situe au mitan de cette dernière.

Toute autre modification des IRIS, y compris par voie de consultation, reviendrait à permettre le redécoupage des zones de basse et haute densité et priverait d'effet le choix des IRIS comme maille objective.

Si l'Autorité souhaitait néanmoins retenir cette faculté de redécoupage, Free Infrastructure considère que le choix de l'équivalent de la zone arrière de sous-répartition serait dès lors plus efficace et donc opportun.

## **Critère de densité**

L'Autorité propose de retenir :

- un critère unique pour la caractérisation des poches de basse densité : le rapport du nombre d'immeubles individuels au nombre total d'immeubles de l'IRIS.
- un seuil de [60-70]% d'immeubles individuels pour qu'un IRIS soit qualifié de poche de basse densité. Le choix de ce seuil aboutirait au classement de [25-30]% des IRIS en poches de basse densité.

La base de données utilisée par l'Autorité est la base « IRIS Logement 1999 ».

Free Infrastructure constate que le critère retenu par l'Autorité est assis sur le nombre d'immeubles individuels existant dans un IRIS indépendamment du nombre de logements dans le même IRIS.

Pour ses propres déploiements, Free Infrastructure utilise deux critères assis sur le nombre de logements pour déterminer la densité d'une zone de déploiement. Toutefois, en l'absence de corrélation entre les IRIS et ses zones de déploiement, Free Infrastructure n'est pas parvenu à recoller les informations de la base « IRIS Logement 1999 » avec ses propres critères de déploiement et n'est pas en mesure d'apprécier la pertinence du critère ainsi proposé par l'Autorité.

Free Infrastructure estime néanmoins que les conditions de déploiement du très haut débit dans des IRIS constitués, dans la même proportion de [60-70]% d'immeubles individuels et d'immeubles collectifs de moins de six logements, pourraient être similaires à des poches de basse densité constituées uniquement d'immeubles individuels.

Il est donc important que les opérateurs soient effectivement en mesure de discuter le reclassement d'un IRIS de haute densité en basse densité.

